

BÉNÉVOLES : EXPLOITS AU QUOTIDIEN

SAINT-DIZIER a la chance d'avoir un tissu associatif (quel que soit le domaine d'intervention) avec des bénévoles (femmes et hommes) impressionnants de don de soi au service des Bragard(e)s. Leur incroyable et durable engagement mérite toute l'attention des élus. Respectueux de l'indépendance du monde associatif, je revendique aussi le droit de donner mon sentiment vis-à-vis des collectivités. Je le réécrit : il faut être « blindé » pour être encore bénévole en 2019.

UN ENGAGEMENT HUMAIN, SOCIAL AU QUOTIDIEN

À SAINT-DIZIER, chaque jour, les bénévoles répondent présents. Ils ne comptent pas leur temps, au détriment de leur vie de famille. Ils s'engagent à fond pour le plus grand bien des Bragards. Ils « en sont » souvent de leur porte-monnaie, car les aides financières sont remises en question. Les bénévoles reculent sans cesse les limites de leur mobilisation en organisant des initiatives pour trouver de l'argent. Les « FUSEAUX », sont inabornables financièrement pour le monde associatif. Les élus communistes demandent avec ténacité la réouverture (au lieu de la laisser volontairement se dégrader) de la salle ARAGON pour la mettre à la disposition des associations.

SI LES BÉNÉVOLES FACTURAIENT LEURS HEURES À LA COLLECTIVITÉ, LES ÉLU(E)S SE RENDRAIENT ENFIN COMPTE DE L'AMPLEUR DE LEUR ENGAGEMENT QUOTIDIEN

La réalité du budget municipal associatif est terrible. Il a baissé de 6% en 5 ans ! La mobilisation bénévole dans tous nos quartiers, est une irremplaçable œuvre sociale. Au quotidien, week-end compris, ces femmes et hommes apportent tant de chaleur humaine à nombre de Bragards dans une ville où plus de 6000 personnes vivent avec moins de 1000 euros par mois. Sous peine de décourager les bénévoles, l'heure est à la hausse urgente du budget associatif pour maintenir leur engagement passionné.

UNITECH : PAS DE ÇA CHEZ NOUS !

Des élus « fossoyeurs » irresponsables, dans leur fuite en avant à BURE avec leur poubelle nucléaire, veulent maintenant polluer la Marne (qui alimente le lac du DER) en installant une laverie nucléaire à SUZANNECOURT. La majorité municipale de SAINT-DIZIER (courage fuyons) refuse de se positionner. Ces « apprentis-sorciers » ont oublié une chose : l'intervention citoyenne. Déjà plus de 20 communes ont dit non. Des citoyens se rebellent, se mobilisent, pour garder belle et propre cette HAUTE-MARNE que nous transmettrons à nos enfants et petits enfants. Pour les élus communistes, c'est définitivement NON à UNITECH.

Jean Luc BOUZON
Autres Conseillers Municipaux
Communistes et Citoyens
Estelle ROBIN - Jean Luc AMELON
email : jeanluc.bouzon@wanadoo.fr

LE PROJET INVRAISEMBLABLE DE LAVERIE D'UNITECH À CÔTÉ DE JOINVILLE

Ne nous méprenons pas ! Ce projet n'est pas abouti et il convient de continuer à lutter contre par toutes les voies réglementaires. Une procédure à l'encontre du permis de construire devant le Tribunal Administratif est en cours depuis le 17 avril 2018.

L'autorité environnementale, la MRAE, souligne que les études d'impact et de danger, doivent prendre en compte les obligations réglementaires issues du code de l'environnement, du code de la santé publique et des réglementations internationales. Elle constate que la justification environnementale du projet reste sommaire. Elle s'étonne d'ailleurs que la zone d'activité où s'implantera la blanchisserie soit en zone d'alea fort d'inondation par remontée de nappe et sur une Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

Elle s'est interrogée sur le processus de blanchissage qui nécessite une consommation importante d'eau, 300 m³/j ; n'existe-t-il pas de moyens d'économiser l'eau et ainsi de réduire les rejets d'eau usées, voire de réutiliser les eaux usées dans le processus après un traitement plus performant ?

L'avis négatif de l'ARS via une expertise doit nous interpeller également.

Cette année encore, les restrictions d'eau affectent le bassin joinvillois. En fonctionnement, la laverie sera-t-elle prioritaire vis-à-vis des habitants du territoire ?

Je m'interroge sur le fait que le lavage ne soit pas fait comme aujourd'hui sur le lieu de production des linges irradiés ou sur un site Unitech existant aux Pays Bas ou en Grande-Bretagne. Que le linge français soit lavé en France, certes, mais en un lieu adapté. D'ailleurs, pour l'implantation comme pour les technologies de lavage et de traitement des eaux, la MRAE recommande d'élargir le champ des solutions étudiées, pour rechercher un site même proche, mais moins contraint, et de réduire au plus bas les rejets dans les eaux.

Une expertise neutre est demandée par tous les intervenants, quand est-elle programmée ?

L'exclusion des habitants du bassin aval de la Marne, du syndicat du Der de l'enquête publique me pose question !

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), l'Etat n'ont pas encore donné leur avis, certes, mais le territoire dit majoritairement non.

Je réitère mon opposition à ce projet prévu en un lieu non adapté et mené sans transparence.

ADP : SOUTIEN AU RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE PARTAGÉE (RIP)

Des parlementaires, socialistes, communistes et de droite (LR), ont rendu possible la démarche vers un référendum d'initiative partagée (RIP) contre la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), décision historique validée par le Conseil Constitutionnel.

Il reste plusieurs étapes avant qu'un vote ait lieu. Il faut recueillir le soutien d'un dixième des électeurs, soit 4 717 396 de Français dans un délai de neuf mois. Le compteur au 9 août 2019 atteint les 619 000 soutiens. Il faut nous mobiliser encore plus pour atteindre l'objectif : tracts, affiches vous rappellent la démarche. Nous sommes à votre disposition pour vous aider à formaliser votre soutien !

Nicole SAMOUR,
Élu(e) socialiste
email : nicole.samour@hautemarne52.fr